

DISCOURS DE M. NICOLAS SARKOZY,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

SUR LA DEFENSE ET
LA SECURITE NATIONALE

Le 17 Juin 2008, à la Porte de Versailles

Monsieur le Premier ministre,
Madame et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs,

Aujourd'hui, je suis venu vous parler de la France et de la sécurité des Français. Car il n'y a ni liberté, ni égalité, ni fraternité sans sécurité.

Je veux parler de sécurité aux Français, en leur tenant un discours de vérité.

Je veux parler de la sécurité à ceux qui s'y consacrent sans compter, en particulier aux militaires et aux forces de sécurité intérieure et de sécurité civile. On doit pouvoir leur en parler sans qu'ils redoutent une remise en cause de leur engagement.

Je veux m'adresser à nos partenaires en Europe et à nos Alliés, et leur dire comment la France entend participer à notre sécurité commune.

Je veux parler à toutes les nations, et leur dire quel sera l'engagement de la France pour le maintien de la paix.

A tous, je veux adresser un message simple : la France veut la paix, la France veut la sécurité. Pour elle-même et pour le monde.

Je veux vous dire, et dire à tous les Français, que la politique de défense et de sécurité de la France est à la croisée des chemins.

Nous devons aborder avec lucidité, avec sang-froid, les enjeux de sécurité de ce début de XXIème siècle.

Notre première ambition, c'est que le monde qui vient soit un monde meilleur.

Un monde où progresseraient la liberté, la démocratie et les droits de l'homme.

Un monde où la responsabilité l'emporterait sur l'égoïsme. Un monde où le dialogue et l'ouverture aux autres auraient vaincu le radicalisme et l'enfermement dans des idéologies de haine et d'exclusion.

Un monde qui trouverait, par la coopération et le dialogue, des solutions viables aux défis globaux du changement climatique, des grandes pandémies, de l'accès à l'eau et aux matières premières.

Un monde où chaque homme et chaque femme pourrait accéder dans son pays à une vie décente, à l'éducation, à la santé.

Une communauté internationale, enfin, qui se rassemblerait autour d'institutions multilatérales solides, représentatives des réalités d'aujourd'hui, à commencer par le Conseil de Sécurité et le G8 élargis à de nouveaux membres.

J'en ai la conviction, c'est la vocation de la France de porter cet idéal de paix et de liberté. C'est la vocation de l'Europe de l'incarner dans le monde actuel.

Car l'Europe, quels que soient les aléas institutionnels, a surmonté ses divisions, ses affrontements historiques, pour créer, par une union toujours plus étroite, un modèle unique de coopération entre les Nations. Notre Europe démontre ainsi au monde entier qu'entre des peuples qui se sont tant combattus, on peut construire un destin commun de paix et de prospérité.

Chaque époque historique a un esprit. L'esprit du XXIème siècle, c'est la mondialisation. Prendre notre place dans ce monde nouveau doit être notre premier objectif.

Nous avons tout pour y figurer au premier rang. Le dynamisme de notre population. Notre vitalité démographique. La puissance de notre industrie. L'excellence de nos technologies. La qualité de nos infrastructures. La richesse de notre patrimoine. Les enseignements de notre histoire.

Nous avons le devoir d'y figurer au premier rang. Membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, la France porte une responsabilité particulière pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Etre membre permanent, ce n'est ni un statut, ni un privilège. C'est une mission au service du monde. J'entends que la France soit capable de l'assumer, et de s'engager pour mettre en œuvre les principes de la Charte et la responsabilité de protéger. C'est ce qu'elle a fait encore cette année au Tchad, en prenant l'initiative du déploiement de l'Eufor et en Afghanistan avec le renforcement de notre contingent, dans le cadre des mandats de l'ONU.

Mais c'est l'incertitude qui est la marque du monde actuel. L'incertitude est fille de la mondialisation. Ce sera donc le fondement d'une nouvelle stratégie pour la France. Elle reposera sur la capacité d'anticipation et l'autonomie de décision.

La mondialisation a permis de formidables progrès sur tous les continents : de plus en plus de peuples connaissent la démocratie, des dizaines de millions d'êtres humains sont sortis du dénuement, l'information et les connaissances se diffusent.

Mais la mondialisation n'a éliminé ni les dangers, ni la guerre. Le monde est confronté au terrorisme de masse, aux tensions qui naissent de la course aux matières premières, à des risques naturels et technologiques croissants.

L'Asie a connu un développement économique sans précédent. Elle est devenue un nouveau centre de gravité stratégique. Des facteurs de risque y persistent. L'Europe a un intérêt fondamental à la sécurité de la principale zone de croissance du monde.

Aux portes de l'Europe, dans la zone qui va de l'ouest africain jusqu'à l'Asie, en passant par la Méditerranée et la région du Golfe, les facteurs d'instabilité et de violence sont nombreux : revendications identitaires, radicalisations, conflits ouverts ou latents, terrorisme et prolifération.

En Afrique, notre plus proche voisin, des tensions perdurent, prospérant sur des carences de la gouvernance, sur la pauvreté, le sous-développement, les trafics. Là aussi, des groupes terroristes s'implantent et instrumentalisent ces situations pour favoriser leurs objectifs criminels.

En Europe, enfin, nos frontières terrestres et maritimes ne sont plus sûres. Et la Russie est revenue à une politique d'affirmation de sa puissance.

Dans ce monde qui change, où émergent de nouvelles puissances économiques et militaires, le poids démographique et économique de l'Occident décroît mécaniquement. Mais nous conservons des atouts considérables, grâce à notre dynamisme et à notre technologie.

Depuis 15 ans, la France n'est plus menacée d'invasion. Les menaces ont changé de nature, elles sont diverses, mouvantes. Elles nous semblent lointaines, mais, ne nous y trompons pas, le territoire national et européen peut être frappé demain. C'est à ces menaces que la France, le peuple français, doivent être préparés.

Nous ne pouvons exclure la réapparition d'une menace majeure, de quelque nature qu'elle soit, qui mettrait en péril la survie même de la Nation.

Mais aujourd'hui, la menace immédiate est celle d'une attaque terroriste. Grâce à l'efficacité de l'ensemble de nos forces de sécurité, la France n'a pas été atteinte au cours de ces dernières années. Mais la menace est là, réelle, et nous savons qu'elle peut prendre demain une forme nouvelle, encore plus grave, avec des moyens radiologiques, chimiques et biologiques.

La prolifération continue de se développer. Un nombre croissant de pays vont disposer de missiles balistiques dont la portée s'allonge jusqu'à atteindre plusieurs milliers de kilomètres, jusqu'à pouvoir frapper l'Europe.

Le risque d'attaques informatiques qui pourraient paralyser la Nation, n'est déjà plus une simple hypothèse : la France et plusieurs pays européens en ont été des victimes récentes.

Enfin, les systèmes spatiaux ne sont plus invulnérables. Or ils sont essentiels à nos sociétés développées.

Face à ces menaces, la séparation entre sécurité intérieure et sécurité extérieure s'efface. Il est urgent pour la France d'en tenir compte. C'est la raison pour laquelle le Livre blanc définit une nouvelle stratégie de sécurité nationale. C'est aussi pourquoi j'ai décidé la création d'un nouveau Conseil de défense et de sécurité nationale que je présiderai et qui sera le lieu de débat et de décision du Gouvernement pour mettre en œuvre cette stratégie. Il pourra s'appuyer sur les analyses d'un Conseil consultatif de défense et de sécurité nationale, composé de personnalités qualifiées.

Bien sûr, il est très difficile de se mobiliser pour des dangers qui ne se sont pas encore matérialisés. Mais la défense de la France se joue désormais tout autant à l'intérieur de son territoire qu'à des milliers de kilomètres. La solution n'est pas de fermer les yeux sur nos vulnérabilités, mais, au contraire, de les regarder bien en face pour pouvoir les réduire. Nous devons accroître la résilience du pays, c'est-à-dire sa capacité à retrouver rapidement un fonctionnement acceptable, sinon normal, face à une crise majeure.

* * *

Pour relever ces défis, nous ne devons pas hésiter à remettre en cause nos certitudes et nos habitudes.

Les Français ont confiance dans leur armée et dans les forces de sécurité, et ils ont raison, car les hommes et les femmes qui les composent ont un dévouement sans faille. Mais les Français

observent le monde qui change autour d'eux, et dans le fond, ils ne savent pas vraiment ce qui est fait pour les protéger et pour défendre leurs valeurs.

Les militaires sont motivés par leurs missions, et fiers, à juste titre, de la confiance de leurs compatriotes. Pourtant, chaque jour, ils constatent les difficultés auxquelles ils sont confrontés, qu'il s'agisse de la disponibilité des matériels ou du renouvellement des équipements majeurs. Ils ne comprennent pas que l'effort considérable fait ces dernières années pour redresser le budget de la défense ne se traduise pas rapidement dans leur quotidien.

Les forces de sécurité savent que leurs missions vont bien au-delà de la garantie de la sécurité quotidienne des Français. Elles sont conscientes qu'elles jouent un rôle fondamental dans la sécurité de la Nation. Elles le voient au quotidien quand elles participent à des exercices de crise, ou quand elles contribuent à protéger les Français dans le cadre de Vigipirate. Mais les forces de sécurité, et même les armées, savent-elles vraiment ce que la Nation attendrait d'elles, si elle venait à subir une crise de très grande ampleur sur le territoire ?

Tous savent que dans un monde marqué par l'incertitude stratégique, la France doit changer pour rester elle-même.. Mon devoir, en tant que chef des armées, c'est de dire à chacun la vérité.

Pour construire l'armée professionnelle, la France a consenti un effort important, mais elle a aussi rencontré des difficultés indéniables qu'il n'est pas possible de résoudre simplement en ajoutant des crédits. Aujourd'hui, malgré les efforts récents, notre planification de sécurité, dans la perspective de crises majeures, n'est pas à la hauteur des attentes des Français.

Ces difficultés ne doivent plus être « secret défense ». Ces tabous, je veux les lever. Ces défis, je veux les relever. En disant où nous en sommes vraiment, et où nous devons aller, je veux rendre son sens à l'action collective, qui est une valeur fondamentale de toute la communauté de défense et de sécurité.

Pour assurer la sécurité de nos enfants, ce que je veux, c'est que la communauté nationale et la communauté de la défense et de la sécurité se mobilisent, ensemble.

Car je pense aujourd'hui à nos enfants, et aux enfants de nos enfants. Il ne faut pas qu'un jour, ils nous reprochent d'avoir renoncé aux ambitions et au rang de la France. C'est l'héritage que nous tenons de nos pères. Nous avons le devoir de le transmettre aux générations futures.

Mais si nous leur laissons une montagne de dettes, ils pourront tout autant nous demander des comptes. L'indépendance d'un pays, c'est aussi son indépendance financière, et nous savons tous qu'il n'est pas bon pour le pays de dépenser chaque année plus que la totalité du budget de la défense simplement pour payer les intérêts de la dette.

Ces enjeux sont immenses. J'en suis conscient. Je vous le dis aujourd'hui : OUI, la France restera une grande puissance, une grande puissance diplomatique et une grande puissance militaire, je m'y engage.

Je m'y engage vis-à-vis des Français.

Je m'y engage vis-à-vis de chacun d'entre vous, vous qui avez fait de cette ambition une vocation.

Je m'y engage vis-à-vis de nos Alliés et de l'Europe.

Comme vous, j'entends les déclinistes et les pessimistes. Ils annoncent que le Livre blanc donnerait le signal du déclassement militaire de la France.

Moi, je retourne la question. Où est-il, le déclassement militaire de la France ? Dans la capacité à projeter une force de 30 000 hommes, partout dans le monde ? Ou dans le constat que notre armée d'aujourd'hui n'a qu'un char Leclerc sur deux en état de fonctionner ?

Pensez-vous qu'il réside dans l'affichage complaisant d'un modèle d'armée doux aux oreilles, mais dont on sait qu'il ne sera pas financé ? Ou dans la vérité et la cohérence des ambitions et des moyens ?

La vérité c'est que nous devons arrêter de maintenir à bout de bras certains des matériels dont vous vous servez tous les jours : des avions ravitailleurs qui ont 45 ans, des blindés légers qui ont 28 ans, des hélicoptères Puma qui ont 30 ans. Nous allons investir davantage dans les équipements.

La vérité c'est qu'il faut arrêter de croire que notre armée se mesure à la hauteur de ses seuls effectifs. Il faut que l'armée française soit équipée, entraînée, modernisée.

J'entends dire « l'objectif d'économies l'a emporté sur les ambitions militaires ». C'est quand même extraordinaire ! C'est exactement l'inverse : ce sont précisément les économies qui permettront de réaliser les ambitions militaires qui correspondent à notre stratégie. C'est le bon usage de l'argent public qui permettra de renforcer nos capacités opérationnelles.

C'est là tout le sens de mes décisions et ce ne sont que des décisions de bon sens. On ne construit pas une défense pour elle-même, on la construit pour répondre à une stratégie et à des besoins. Et ils évoluent en permanence. C'est ce que je fais aujourd'hui : adapter notre défense à la réalité ou à la probabilité des menaces pour les 15 ans à venir et trouver les marges financières pour lui garantir les équipements dont elle a besoin.

C'est pourquoi, je m'engage à consacrer 377 milliards d'euros d'ici 2020 à nos armées dont 200 milliards d'euros pour les équipements. Le budget de la défense ne baissera pas, l'inflation sera compensée, et le budget progressera dès 2012, donc pendant mon mandat.

Car il y a une cohérence dans tout ça. Toutes les réformes se tiennent. Elles visent, comme je m'y suis engagé, à revenir au plein emploi et à augmenter le potentiel de croissance et d'innovation de notre économie. Toutes les réformes que nous avons lancées, et pas seulement celle de la défense, permettront de nous recréer des marges de manœuvre qui, en retour, bénéficieront aux missions prioritaires du pays. Sur ces objectifs, je m'engage aujourd'hui, avec François Fillon, vis-à-vis de vous et vis-à-vis de tous les Français.

Je vous le dis : les réformes que j'ai confiées à Hervé Morin, c'est 3 milliards d'euros de plus par an pour l'équipement des forces. C'est quelque chose, quand même, 3 milliards d'euros par an, c'est une hausse de près de 20% des crédits d'équipement.

C'est pour cela que ces réformes il faut les faire ; parce qu'on va réinvestir dans la défense tout ce que l'on aura économisé. Dans les matériels, mais aussi dans l'entraînement et dans la condition militaire. Le Premier ministre et moi, allons inscrire ce principe dans la loi de programmation militaire.

Pour m'engager auprès de vous, j'ai exigé du ministère de la défense et du ministère des finances qu'ils se mettent d'accord sur les moyens à accorder à la défense.

C'est avec cela que nos fantassins pourront s'engager à moindre risque dans des opérations en zone urbaine.

C'est avec cela que nos forces auront enfin une vraie mobilité stratégique et tactique.

C'est avec cela que nous resterons dans le peloton de tête des armées qui comptent.

Ma responsabilité, c'est qu'à chaque fois que je décide d'envoyer un soldat français en opération, il ait l'entraînement, les équipements et l'environnement nécessaires à sa mission.

Je sais que chacun d'entre vous espère servir dans une telle armée. Je sais que les Français espèrent tous être défendus par une telle armée. Nous la construirons ensemble.

Pour atteindre ces objectifs, les armées vont poursuivre leur modernisation, qu'elles ont entamée en 1996 avec la professionnalisation. C'était une étape capitale de la transformation de notre défense, c'était aussi une décision courageuse, un défi colossal, et une ambition collective portée par l'ensemble des armées.

Il faut revoir l'organisation de nos soutiens. Il faut concentrer les implantations. Il faut ramener les effectifs au niveau des objectifs opérationnels. D'ici 6 à 7 ans, le format global des armées, civils et militaires compris, sera de 225 000 hommes. L'armée de terre comptera 131 000 hommes, l'armée de l'air 50 000 hommes et la marine 44 000. Je sais que c'est une baisse substantielle des effectifs. Je l'assume. Elle portera avant tout sur les soutiens et l'administration, ce qu'on dit souvent mais qu'on ne fait pas toujours.

En même temps, des mesures d'accompagnement seront mises en œuvre. J'ai également demandé au Premier ministre et à ses ministres d'être inventifs pour compenser la fermeture

ou le transfert des implantations militaires ; les territoires les plus fragiles seront accompagnés, j'en prends l'engagement. Les deux volets de ces mesures vous seront bientôt présentés.

Grâce au travail acharné de tous ceux qui ont contribué à le rédiger, et auxquels je tiens à rendre un hommage appuyé, et à adresser mes remerciements très sincères, le Livre blanc trace ainsi la voie pour dégager les marges financières qui nous faisaient tant défaut.

Mais il va bien au-delà. En s'appuyant sur la réalité des menaces et des défis du XXIème siècle, il nous donne les clés pour de vrais choix stratégiques, pour fixer les priorités, pour hiérarchiser nos efforts, pour organiser dans le temps la transformation de nos armées et de nos forces de sécurité.

Notre effort de défense et de sécurité nationale s'appuiera sur cinq grandes fonctions stratégiques. Elles sont autant d'objectifs majeurs fixés aussi bien aux forces qu'aux administrations.

1. La France doit avoir une vraie autonomie d'appréciation et de décision. C'est en connaissant, par nous-mêmes, les réalités du monde, c'est en anticipant les crises, que nous garantirons notre indépendance et la sécurité des Français. La fonction « connaissance et anticipation » sera donc prioritaire. J'ai décidé un effort massif d'investissement sur le renseignement, notamment d'origine spatiale, qui bénéficiera aussi bien à la décision politique qu'aux chefs militaires.

Nos services de renseignement doivent être efficaces, mieux coordonnés, et agir dans le respect des valeurs républicaines. Pour cela, j'ai souhaité le regroupement des services de renseignement du ministère de l'intérieur au sein de la nouvelle direction centrale du renseignement intérieur. C'est dans le même esprit que j'ai décidé d'instaurer à la Présidence de la République la fonction de coordonnateur du renseignement. Il orientera les services et assurera la cohérence de leur action.

2. La dissuasion est un fondement essentiel de notre stratégie. Je me suis exprimé à ce sujet à Cherbourg, le 21 mars dernier. Certains nous disent que la dissuasion nucléaire n'est pas adaptée au XXIème siècle. Je n'en crois rien. D'abord, parce qu'elle restera l'assurance-vie de la nation dans un monde incertain. Ensuite, parce qu'elle garantit notre indépendance et notre liberté d'action face à toute menace ou chantage contre nos intérêts vitaux. J'entends que la France dispose de telles capacités aussi longtemps que les armes nucléaires seront nécessaires à sa sécurité.

3. L'Europe et la France sont aujourd'hui plus exposées. La fonction de « protection » des populations et du territoire doit donc être érigée en priorité.

Nous devons nous prémunir contre toute crise majeure sur le territoire national, qu'elle soit intentionnelle ou non. C'est la raison pour laquelle nous devons nous doter d'un système d'alerte et d'information des populations. C'est la raison pour laquelle vous devez disposer d'équipements de protection contre les risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques. C'est aussi la raison pour laquelle nous devons développer des moyens de détection et d'alerte avancée des tirs de missiles balistiques.

Face aux attaques informatiques, j'ai décidé de doter, pour la première fois, la France de capacités défensives et offensives, qui concerneront aussi bien toutes les administrations que les services spécialisés et les armées.

Cette stratégie de protection doit conduire à une réorganisation de nos efforts et de nos moyens, à une plus grande coordination entre les différentes forces, entre les administrations civiles et militaires, entre l'Etat et les collectivités locales, entre l'Etat et les entreprises, entre les pouvoirs publics et les médias, en temps de crise bien sûr. S'agissant des forces de sécurité, la stratégie de sécurité nationale exigera un effort qui sera intégré dans la future LOPPSI.

L'organisation de la planification et de la gestion de crise sur le territoire sera revue. J'ai demandé au ministre de l'intérieur de repenser l'organisation de son ministère à cette fin. La réaction face aux crises sera organisée en associant les préfets, les policiers, les gendarmes, les sapeurs-pompiers et les armées. Au niveau territorial, les préfets de zones de défense et de

sécurité coordonneront l'action de l'Etat. Je sais que Michèle Alliot-Marie saura mobiliser son administration vers cet objectif majeur.

4. Les capacités d'intervention de la France seront très importantes. Etre capable de projeter 30 000 hommes, 70 avions de combat, 1 groupe aéronaval et 2 groupes maritimes ce n'est pas rien. Qui, aujourd'hui, a l'ambition d'avoir une capacité de ce niveau, d'être capable d'entrer en premier sur un théâtre d'opération, d'y assumer la responsabilité d'être nation-cadre, c'est-à-dire de fédérer une coalition autour de ses capacités de commandement ? Je crois qu'il faut ouvrir les yeux, ces pays ne sont pas nombreux.

Et puis je crois qu'il faut regarder le monde tel qu'il est : sans paranoïa, ni excès d'angélisme. Projeter 30 000 hommes, c'est déjà accepter le principe que notre pays pourrait s'engager dans une guerre, car avec 30 000 hommes c'est bien de cela dont il s'agit. Ces capacités devront être adaptées, de façon à pouvoir agir sur l'arc stratégique prioritaire pour la défense des intérêts de la France, c'est-à-dire de l'Atlantique à l'Océan Indien.

5. Etre capable de faire des choix, c'est aussi admettre une forte inflexion dans les modalités de notre contribution à la prévention des crises.

Nous devons adapter nos moyens prépositionnés, les recentrer vers nos zones d'intérêts stratégiques, notamment sur l'axe stratégique que j'ai évoqué. C'est le sens de l'accord que nous avons passé avec les Emirats Arabes Unis.

J'ai décidé de rendre publics tous nos accords de défense. Nous allons rénover nos accords en Afrique et rééquilibrer nos bases militaires. Ceci ne veut pas dire que nous abandonnons l'Afrique à elle-même. C'est tout le contraire. Nous voulons coopérer avec tous les pays, européens et africains, qui partagent avec nous l'idée que l'Afrique est une clé du développement et de la sécurité internationale dans les années à venir.

Nos efforts en Afrique devront désormais répondre à une demande clairement exprimée de nos partenaires et à des objectifs dont nous rediscuterons régulièrement.

Prévenir les crises, c'est aussi s'engager contre la prolifération des armes nucléaires, biologiques, chimiques et des missiles balistiques. Parce que nous voulons la paix, parce que

nous voulons l'accès de tous au nucléaire civil, j'en ferai une priorité de la France. Nous défendrons les normes internationales, nous mettrons en œuvre des contrôles stricts, nous coopérerons contre les trafics et leur financement. Avec nos partenaires, nous ferons tout pour résoudre la crise iranienne, une des plus graves menaces actuelles.

Chacun voit bien que les défis actuels appellent des réponses collectives et coordonnées. D'abord parce que nous forçons un destin commun avec nos partenaires européens et nos alliés. Ensuite parce que nous faisons face aux mêmes menaces et que nous nous devons aide et assistance en cas d'agression. Mais surtout, parce qu'ensemble, nous sommes plus forts.

Pour autant, nos forces armées sont et resteront nationales. Elles ne pourront être intégrées dans aucune armée supranationale dont la responsabilité nous échapperait.

Agir ensemble, c'est d'abord construire l'Europe de la défense. C'est ma priorité. Le constat est simple : les Européens n'ont pas aujourd'hui les moyens militaires correspondant à leur poids dans le monde et qui garantiront notre prospérité dans la durée.

Bien sûr, des progrès considérables ont été faits depuis dix ans et le Sommet franco-britannique de Saint-Malo. L'Union Européenne a des instruments, des procédures, une expérience en commun dans 17 opérations de plus ou moins grande ampleur.

Bien sûr, les Européens sont engagés massivement dans les forces de l'OTAN en Afghanistan et au Kosovo où ils forment plus de la moitié des effectifs.

Mais chacun voit bien que nous pouvons et devons faire plus pour notre défense. Parce que c'est notre intérêt collectif. Parce que la prospérité de l'Europe lui confère aussi le devoir de contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde. Parce que les citoyens européens le veulent.

Quel que soit l'avenir du Traité de Lisbonne, je ne changerai pas d'avis. J'entends faire de la politique de défense et de sécurité un exemple de l'Europe concrète, de l'Europe qui répond aux besoins des Européens.

La priorité doit être de construire, en Europe, de façon pragmatique, des capacités modernes, robustes, flexibles et interopérables, c'est-à-dire capables de travailler ensemble.

Les Européens doivent pouvoir déployer 60 000 hommes, simultanément, dans des opérations lointaines. Ces capacités, nous ne les construirons pas sans des efforts de défense suffisants dans la durée. Mais ces efforts ne doivent plus être dispersés, concurrents, déséquilibrés.

Seule l'Union Européenne dispose de l'ensemble des instruments militaires, politiques, financiers permettant une stabilisation en profondeur des régions en crise. Nous devons pouvoir adjoindre aux moyens militaires déployés des capacités civiles européennes, des policiers et des gendarmes, des douaniers, des magistrats.

Mais qui peut croire qu'une industrie européenne, fragmentée et concurrente sur des marchés étroits, répondra à nos besoins et survivra à la concurrence internationale ? Qui peut croire que nous resterons longtemps compétitifs avec un effort de recherche cumulé six fois inférieur à celui de nos alliés américains ? Les nations européennes ont besoin d'industries de défense fortes et compétitives, appuyées sur un effort de recherche et de technologie renforcé et partagé.

Il n'y a qu'un chemin : dynamiser le marché européen de l'armement, encourager partout la coopération et les rapprochements pour former des groupes européens de taille suffisante au niveau mondial, encourager les exportations dans le respect des règles internationales et du principe de responsabilité. Si nous ne le faisons pas, nous en paierons le prix demain.

La présidence française de l'Union européenne qui s'ouvre dans moins de deux semaines sera, je le souhaite ardemment, la première étape d'une véritable relance de la défense européenne pour les prochaines années.

Venons-en donc à la question de l'OTAN, et remettons les choses dans une juste perspective, comme l'a fait la commission du Livre blanc. Elle l'a fait dans une optique non partisane, en

s'appuyant simplement sur les réalités de ce que sont aujourd'hui l'OTAN, l'Europe, et la France.

Depuis 1949, la France est membre de l'Alliance atlantique. Elle en est même un des membres fondateurs et, aujourd'hui, l'un des principaux contributeurs en troupes. Cette alliance, notre Alliance, est le symbole de la communauté de valeurs et d'intérêts transatlantiques. C'est l'alliance entre les Européens et les États-Unis. Mais c'est aussi, on ne le dit pas assez, un traité d'alliance entre les nations européennes elles-mêmes.

La guerre froide est terminée. En Europe, nos partenaires sont presque tous membres de l'Alliance. Ils ne comprennent pas pourquoi nous persistons à nous tenir à part. On continue à se demander, en Europe, si la France veut opposer l'Europe de la défense et l'OTAN. Notre position, hors du commandement militaire, entretient une méfiance sur l'objet de notre ambition européenne. C'est vrai notamment, et on les comprend, pour tous les pays de l'Union qui ont rejoint l'OTAN après avoir subi le Pacte de Varsovie. Pour eux, l'OTAN est le symbole de leur sécurité retrouvée, comme l'Union Européenne est le symbole de leur nouvelle prospérité.

Aujourd'hui, la Commission du Livre blanc conclut que rien ne s'oppose à ce que nous participions aux structures militaires de l'OTAN. La France est un allié indépendant, un partenaire libre. Les principes posés en son temps par le Général de Gaulle, je les fais miens :

- la France gardera en toutes circonstances une liberté d'appréciation totale sur l'envoi de ses troupes en opération ;
- la France ne placera aucun contingent militaire de façon permanente sous commandement de l'OTAN en temps de paix ;
- la dissuasion nucléaire de la France restera strictement nationale quand bien même, j'en ai la certitude, l'existence même de notre dissuasion est une contribution à la sécurité de toute l'Europe.

Sur la base de ces principes que chacun, dans l'Alliance, respecte, comprend et reconnaît, nous pourrions rénover nos relations avec l'OTAN sans crainte pour notre indépendance et sans risque d'être entraînés dans une guerre, malgré nous. Une France qui reprendrait toute sa place dans l'OTAN, ce serait une Alliance qui ferait plus de place à l'Europe. Commençons par relancer la Défense européenne dans les prochains mois. Nous préparerons ensuite avec

l'Allemagne le Sommet du 60^{ème} anniversaire de l'Alliance en 2009 à Strasbourg et Kehl qui sera un symbole fort de l'affirmation européenne et de la rénovation du partenariat transatlantique.

Les défis auxquels nous sommes confrontés pour faire face aux nouvelles réalités du monde sont nombreux. La clé de notre succès, c'est le courage.

Le courage, c'est d'abord de regarder les choses en face et assumer les conséquences de la vérité. C'est ensuite faire véritablement ce qu'on a annoncé.

Le courage, c'est également de faire les choix, c'est admettre qu'on ne pourra pas tout faire à la fois. Dans un premier temps, on comblera les principales lacunes, la protection des hommes, le transport stratégique et l'aéromobilité. Dans un second temps, la modernisation des matériels de l'armée de l'air et de la marine sera accélérée. En particulier nous prendrons plus tard la décision de lancement du programme du deuxième porte-avions car rien ne nous y presse aujourd'hui.

Le courage. Pour le ministère de la défense, c'est de mener à son terme une réforme historique de l'organisation territoriale de la défense, dont tous disaient qu'elle était impossible.

Le courage, c'est aussi maintenir le budget de la défense, en dépit d'un contexte budgétaire extrêmement délicat. Il n'est pas question de baisser la garde. Et grâce à la réforme, l'effort d'équipement progressera de façon très importante. Je m'engage sur ces perspectives jusqu'à l'échéance de mon mandat, jusqu'en 2012 compris.

Mais le courage ne suffit pas, et je serai le garant de la cohérence de cette transformation :

- cohérence entre le contexte stratégique et les réponses qui y sont apportées
- cohérence entre les missions des hommes et les moyens qui leur sont confiés
- cohérence entre la connaissance et la capacité d'action
- cohérence entre l'engagement pour l'Europe et la participation à l'OTAN
- cohérence entre le souci de la protection du pays et la capacité d'intervention extérieure

- cohérence entre l'effort civil et l'effort militaire
- cohérence, enfin, entre la remise à niveau de nos armées et le redressement de nos finances publiques

Je suis résolu à aller jusqu'au bout de cette réforme, dans toutes ses dimensions, parce que je sais qu'elle est porteuse d'avenir. Je soutiendrai les efforts du gouvernement.

Il faudra vaincre les habitudes et les corporatismes, mieux travailler ensemble, à l'intérieur du territoire, pour la meilleure protection du pays, adapter nos planifications de crise et nos outils de gestion de crise.

Il faudra se consacrer à construire une industrie d'armement européenne, tout en aidant nos industries de défense à s'adapter.

Il faudra moderniser, c'est-à-dire gérer mieux, rationaliser, alléger les administrations centrales. Hervé Morin a un grand chantier devant lui : regrouper le ministère de la défense sur un site unique, et reconstituer ses capacités financières.

Il faudra reconnaître que rien ne se fera sans des équipes motivées, formées, reconnues et rémunérées à leur juste valeur, respectées pour leur engagement, et qui disposent des matériels dont elles ont besoin. Il faudra savoir s'appuyer sur les jeunes générations, celles qui vont vivre et porter le changement.

Du courage, je sais que vous en avez tous. Je veux passer un pacte de confiance avec vous.

Car je sais que l'enjeu premier, c'est celui des hommes et des femmes qui ont décidé de s'engager au service de la sécurité de leur pays. Je connais la force de votre engagement, la persévérance de votre action pour remplir vos missions et la constance du courage que vous montrez. Je ne prononce pas ces mots en vain. J'ai trop souvent dû consoler des mères, des femmes, des enfants, des familles, qui pleuraient un être cher qui avait fait le sacrifice ultime pour son pays. C'est vrai pour les armées, c'est vrai tout autant pour les forces de sécurité intérieure et de sécurité civile. Vous savez tous à quel point j'y suis sensible.

Nous ne devons jamais oublier que derrière chaque arme, aussi sophistiquée soit elle, il y a un homme, une femme et que le succès d'une mission repose d'abord sur eux. A vouloir compter sur la seule technologie, on peut essuyer des revers cuisants. Depuis la Grèce antique, nous le savons : « ce ne sont pas les pierres mais les hommes qui constituent le rempart des cités ». Un des grands enjeux à venir est de continuer à attirer dans vos rangs ces hommes et ces femmes-là. Tous ceux qui acceptent librement, dans les armées, dans la police, dans les corps de sapeurs-pompiers, dans la sécurité civile, de vivre une vie différente.

Il faut aussi de la volonté politique. La mienne c'est de changer la façon dont sont abordés les problèmes de défense et de sécurité dans notre pays. Ces questions sont trop importantes pour n'être traitées que par un tout petit nombre.

J'accepte le débat, je le revendique même. Ma volonté, c'est de mieux associer le Parlement. Les conditions dans lesquelles le Parlement a pu participer à l'élaboration de notre nouvelle stratégie sont sans précédent. Pour que cet élan soit préservé et prolongé, j'ai proposé, dans la révision constitutionnelle qui est en cours d'examen, d'associer de façon transparente le Parlement aux décisions sur les opérations extérieures.

Les soldats français ne sont pas les soldats de plomb du Président de la République ; ils sont la concrétisation de la volonté de notre pays. Leur engagement en opération obéira à une doctrine claire, connue de tous. Le Parlement sera systématiquement informé de l'envoi de militaires en opérations. Il sera systématiquement consulté par un vote dès que se posera la question de leur maintien au delà de 4 mois.

J'ai pris la décision inédite de favoriser le débat parlementaire à l'occasion de l'adoption de ce Livre blanc. Ce débat aura lieu dans huit jours, le 26 juin, devant l'Assemblée Nationale et le Sénat. Il doit être le plus dense, le plus large, le plus sérieux possible. Mais ce débat, j'espère qu'il portera sur le fond. Chacun doit se garder des jugements hâtifs, des analyses anciennes, des rhétoriques trop faciles. Nous avons tous la responsabilité d'être à la hauteur des attentes des Français.

Ma volonté, c'est enfin de mettre un terme à ce que l'on a trop longtemps appelé le domaine réservé, et le transformer en un domaine partagé. Le domaine réservé, c'était l'alibi confortable et accepté par tous pour faire porter la responsabilité d'envoyer des soldats

français en opérations sur un tout petit nombre. Ce n'est pas ma conception de la République et ce n'est pas ma conception du débat démocratique.

Mon projet, mon ambition, c'est par-dessus tout que la France demeure une puissance militaire et diplomatique majeure. Elle doit être fière de son histoire et de ses valeurs, rassemblée autour de l'essentiel, tournée vers l'avenir.

Vive la République, Vive la France.